

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Le Drian

On le dit, on le répète : *nous sommes en guerre !* Puisque c'est le cas, le ministre de la Défense est certainement à son poste, veillant sans relâche sur le déroulement de nos opérations extérieures et sur la sécurité des Français...

Illusion ! Le 15 novembre, pas même deux jours après les attentats, en pleine période de deuil national, Jean-Yves Le Drian était à Lannion pour présenter sa liste en Côtes-d'Armor ! Car l'homme est candidat à la présidence de la région Bretagne : donné favori, il a déjà prévenu qu'il quitterait son ministère s'il était élu.

L'ami de François Hollande va donc abandonner l'Armée, la Guerre, la Défense de la nation et le combat pour les Valeurs pour s'assurer une très confortable fin de carrière. Pendant que « nous sommes en guerre », l'ami de François Hollande va-t-il consacrer à son ministère la moitié, le tiers ou le quart de son temps ?

Alors que la nation est bouleversée par les attentats du 13 novembre, alors que d'autres attaques « djihadistes » sont à redouter, l'ami de François Hollande agit avec la désinvolture d'un féodal jouisseur. Les terroristes doivent en rire. Pas nous.



Traité

Partenariat
Trans-Pacifique

p. 4

Idées

René
Girard

p. 9

Qu'est ce qu'un roi, pour toi ?

Depuis presque quarante ans, un concours amène les jeunes Espagnols à s'interroger sur le rôle de la monarchie. Alors que la crise catalane s'aggrave, Philippe VI a lui-même apporté sa réponse.

Le concours intitulé *Qu'est-ce qu'un roi pour toi ?* est organisé, chaque année, auprès des jeunes Espagnols. Il a pour objet de valoriser l'image de la monarchie dans la société espagnole. Coordonné par une fondation privée sans but lucratif, il doit permettre une étude de la monarchie comme institution, la connaissance et le respect des personnes qui l'incarnent, la divulgation des apports de la Couronne comme première institution de l'État et encore la formation de la société aux valeurs de ce que nous appellerions le *vivre ensemble* ou la solidarité. Presque quatre décennies après son lancement, en 1976, il n'a rien perdu de son intérêt.

En 2015, 19 403 élèves âgés de 8 à 18 ans y ont participé, représentant 1 727 établissements scolaires répartis dans tout le pays, y compris bien-sûr la Catalogne, qui donne aujourd'hui tant de motifs d'inquiétude aux démocrates. Le 11 novembre, 21 lauréats ont été accueillis au palais de la Zarzuela. Ils y ont montré leurs réalisations - dessins, rédactions, travaux vidéos notamment. Le roi les a reçus avec quelques heures de retard, mais en a profité pour donner un relief particulier à la cérémonie. Quelques heures plus tôt, le gouvernement espagnol avait décidé de se réunir exceptionnellement et de saisir

en urgence le Tribunal constitutionnel, qui a presque *illico* condamné la déclaration indépendantiste adoptée par le Parlement de la Generalitat de Catalogne.

Le monarque a donc attendu que la haute juridiction rende publique sa décision pour se mêler à ses jeunes visiteurs et leur confier que l'Espagne vivait « des jours compliqués ». La confiance est venue dans le flot d'une conversation informelle avec les lauréats. Elle indique la grande préoccupation du chef de l'État. Redoutant de voir ses paroles peut-être mal interprétées, le roi a du reste, dès le lendemain,



mis à profit une autre cérémonie - celle de l'accréditation d'ambassadeurs honoraires - pour indiquer à tous comment il appréciait la situation et rappeler le rôle que lui donne la Constitution. Philippe VI a ainsi rappelé que « le meilleur ambassadeur de l'Espagne, c'est le peuple espagnol, ce sont les Espagnols. Un peuple qui, après tant d'avatars historiques qui conduisirent fréquemment (...) à la crise, les affrontements et les échecs, opta - sagement et définitivement pour la voie de la concorde, de la vie en commun ; de l'en-

tente et de la démocratie. Un peuple qui fait du respect de la loi - de la loi démocratique qui naît de [la] Constitution - son guide et sa référence quotidienne. Un peuple qui n'est pas disposé à ce que se remette en cause son unité, qui est la base de la vie en commun dans la paix et la liberté ; qui n'est pas disposé à ce que soit remis en cause le modèle de progrès qui, grâce à son travail avec abnégation et son engagement, a rendu possible la meilleure période de développement économique et social jamais connue dans le pays. » Le roi s'est ensuite fait plus solennel. « Au cours de notre longue histoire, nous avons su vaincre de grandes difficultés et des défis majeurs. Il n'est plus temps aujourd'hui de retourner au passé mais plutôt de réaffirmer notre volonté commune de disposer d'un présent et d'un futur de progrès partagé (...). » La fin de ce discours en date du 12 novembre trace très précisément les contours de ce que sont aujourd'hui les pouvoirs de l'ultime garant de la légalité. Au peuple, le roi Philippe VI a aussi voulu « transmettre un message de sérénité et de confiance ». « La Constitution prévaut », a-t-il lancé. « Que personne n'en doute (...). Notre ordre constitutionnel, les principes constitutionnels sur lesquels se fonde notre vie en commun seront pleinement maintenus en vigueur. » Et de préciser pourquoi : « Parce que l'Espagne constitutionnelle est de nos jours un patrimoine qui nous appartient à tous ; elle appartient au peuple espagnol en qui réside la souveraineté nationale et duquel émanent tous les pouvoirs de l'État. (...) Le roi, comme chef de l'État, sera toujours aux côtés de tous les Espagnols. » Comme naguère son père, Philippe VI laisse entendre qu'il saura user de la position unique que lui donnent les institutions de la monarchie constitutionnelle espagnole.

Christophe BARRET

Le discours du 12 novembre 2012 est disponible ici : http://www.casareal.es/ES/Actividades/Paginas/actividades_discursos_detalle.aspx?data=5543

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Le Drian - P 2 : Espagne : *Qu'est-ce qu'un roi, pour toi ?* - P 3 : Concepts : L'unité ou l'identité ? - P 3 : Écho des blogs : Le jour d'après - P 4 : Traité : Partenariat Trans-Pacifique - P 5 : Allemagne : Ankara à Munich - P 5 : Brèves : Swaziland, Russie, Australie, Roumanie - P 6-7 : Russie : La gauche russe, entre dynamisme et pragmatisme - P 8 : Gauche : Gramsci pour demain ? - P 9 : In memoriam René Girard - P 10 : Expositions : En noir et en couleur - P 11 : Sortie du livre de Ch. Barret sur Podemos - Les Mercredis de la NAR - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : Faire face

L'unité ou l'identité ?

La violence terroriste met aussi à l'épreuve la pertinence des concepts utilisés dans le débat public. C'est là un point crucial car il faut passer par des abstractions pour définir concrètement les enjeux politiques et les facteurs de mobilisation.

Les attentats du 13 novembre ont provoqué une très large et très juste réaction : ce qui est à défendre, c'est l'unité nationale parce que les « djihadistes » veulent détruire cette unité en créant les conditions d'une guerre civile. L'échec des raids terroristes, en janvier dernier comme en novembre, c'est d'avoir provoqué le rassemblement - certes momentané - au lieu de la fracturation vengeresse.

L'unité de la nation se compose par rapport à la diversité de ses groupes - politiques, sociaux, religieux - composés au fil de l'histoire. Cette unité se trouve et se vit dans des symboles, des institutions, des lieux, des paroles. Quand le Congrès se réunit à Versailles, quand la Marseillaise est chantée par tous les élus de la nation, quand le président de la République parle, l'unité devient concrète. Ce qui n'empêche pas les citoyens de critiquer et les partis de s'affronter.

La dialectique de l'unité et de la **diversité** nous était familière jusqu'à ce qu'elle soit concurrencée par la dialectique de l'**identité** et de la **différence**. Sous l'influence directe ou indirecte de l'idéologie culturaliste venue des États-Unis, le tournant identitaire a été effectué à peu près dans le même temps par une partie de la gauche et par le Front national. À gauche, on a glorifié la différence ethnique jusqu'à distinguer des « petits blancs » majoritaires opprimant des minorités d'anciens colonisés tandis que l'extrême droite se reconstruisait en affirmant défendre l'identité nationale contre les « maghrébins » et les « musulmans » trop différents pour être vraiment Français. Ce faisant, la gauche différentialiste et la droite identitaire se retrouvaient pour déconstruire la nation en une mosaïque de différences sans voir qu'elles risquaient d'enclencher une mécanique de guerre civile. Les « djihadistes » ont deviné ou compris que ce processus latent pouvait être exploité par une campagne d'attentats.

La propagande identitaire martelée depuis trente ans contredit l'impératif politique de l'unité nationale et le Front national est obligé de faire un choix idéologique. Ou il persévère dans sa dénonciation, électoralement rentable, des « arabo-musulmans » et il tombe dans le piège tendu par l'islamisme radical. Ou il renonce à la thématique identitaire pour participer à la défense de l'unité nationale. Par la déclaration qu'elle a faite après les attentats du 13 novembre, la présidente du Front national semble vouloir agir dans un esprit d'unité. Le tournant, s'il est pris, doit être explicite.

Yves LANDEVENNEC

Le jour d'après

Dans un article posté sur son blog le 25 octobre, (1) le colonel Goya évoquait « le jour d'après la grande attaque » menée par un commando « djihadiste » dans une grande ville française et faisant « des dizaines, voire des centaines de victimes et un immense choc. »

Examinant les conséquences de ce choc et les réactions probables, le blogueur de *La Voix de l'épée* écrivait notamment ceci : « Il faudra alors d'abord expliquer aux Français, pourquoi dans ce pays qui produit 2 200 milliards d'euros de richesse chaque année, l'État a la plus grande difficulté à en dégager 62 pour assurer ses missions régaliennes, celles qui assurent la sécurité des Français avec une armée, une police, un système judiciaire et pénitentiaire, une diplomatie. Pire encore, il faudra expliquer pourquoi on a diminué en permanence ces moyens, pourquoi on a baissé la garde alors qu'on ne cessait de dire, y compris dans les documents officiels, que le monde qui nous entourait était toujours plus dangereux. Il sera alors difficile à la même classe politique qui a initié et organisé cette baisse de la garde depuis plus de vingt ans de persuader qu'elle est capable de porter le fer avec fermeté et efficacité contre l'ennemi. Que ceux qui ont provoqué le phénomène avec légèreté soit en mesure de le traiter avec gravité. Que ceux qui ont invoqué des contraintes extérieures pour ne pas agir, notamment européennes, soit capables d'un seul coup de s'y soustraire. Que ceux qui faisaient des affaires avec les monarchies du Golfe, y compris un ancien président de la République et un ancien chef d'état-major des armées, n'ont pas fermé les yeux sur leur prosélytisme salafiste dévastateur. »

Après les attentats du 13 novembre, Jean-Dominique Merchet s'interrogeait sur les missions de notre armée : « Dix mois après le déclenchement de l'opération Sentinelle, on ne connaît toujours pas les grands principes qui doivent guider l'action militaire sur le sol national, c'est-à-dire face à des Français dans le cadre d'un État de droit. « Pour un militaire, un citoyen ne peut pas devenir un adversaire », explique-t-on à l'état-major des armées. « Nous pouvons être engagés pour faire face à la menace terroriste, mais pas dans des missions d'ordre public. » Des généraux ont, un temps, réclamé que les militaires reçoivent certains pouvoirs de police... ce qui revenait à les transformer en gendarmes. L'état d'urgence décrété et la guerre dont parle le chef de l'État vont-ils faire évoluer les choses dans ce sens ? On se retrouverait alors dans une situation proche de celle des débuts de la guerre d'Algérie, quand les socialistes étaient déjà au pouvoir. »

On demande une politique cohérente !

Jacques BLANGY

(1) <http://lavoiedelepee.blogspot.fr/>

(2) <http://www.lopinion.fr/edition/politique/france-est-entree-dans-nouvelle-phase-guerre-terroriste-90544>

Partenariat Trans-Pacifique

Le Partenariat Trans-Pacifique (TPP) réunit 12 pays dont l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les États-Unis et le Vietnam.

Obama, a déclaré devant l'Assemblée générale des Nations Unies que le Partenariat Trans-Pacifique est le moyen pour les signataires de « promouvoir la croissance par l'intermédiaire d'un commerce plus exigeant. » Cet accord « englobe près de 40 % de l'économie mondiale » et devrait « ouvrir les marchés tout en assurant les droits des travailleurs et la protection de l'environnement afin d'aboutir à un développement durable. »

Le TPP est avant tout un accord de libre-échange et prévoit donc à ce titre un abaissement des barrières douanières, ce qui va être sans doute profitable aux multinationales exportatrices. Toutefois, il ne s'agit pas tant d'une baisse des taxes mais de la levée d'obstacles immatériels. Le contrôle des marchandises pourra s'opérer une seule fois tout en étant valable à la fois pour le pays exportateur et le pays importateur. On devrait donc aboutir à une harmonisation de la réglementation.

On peut lire dans ces négociations, un recul de la puissance souveraine des États. La question s'est d'ailleurs posée récemment lors d'un contentieux juridique opposant Phillip Morris et l'État australien qui leur imposait des paquets de cigarettes neutres. Grâce aux accords internationaux, les multinationales peuvent attaquer les États devant des tribunaux internationaux. Plus le champ de ces partenariats sera étendu et plus les pratiques étatiques vont être remises en question et cela, pas seulement par d'autres puissances publiques mais aussi par des entreprises.

Du point de vue du droit privé, cette force obligatoire du partenariat est souhaitable. On le verra notamment en matière

de règles sociales. Cela reste malgré tout problématique. Regardons alors le projet parallèle qui ne sera pas inclus à proprement parler dans le traité mais qui devrait encadrer la manipulation des changes par les banques centrales. Pratiquer des dévaluations anticoncurrentielles permet de favoriser ses propres exportations mais sera désormais « interdit ». L'industrie automobile américaine voit d'un oeil méfiant le faible yen et la compétition des Japonais comme Toyota et insiste auprès du gouvernement Obama sur ce point. Pourtant, aucun État ne souhaite rendre ces engagements opposables et donc il est possible qu'aucune surveillance et aucune sanction ne soit prévu en cas de manquement.

On voit bien ici le poids des industriels et des groupes de pression dans les négociations. Ce n'est plus tant l'affrontement entre la puissance américaine et le reste du monde mais un équilibre entre des entreprises de plus en plus importantes et des États en quête à la fois d'ouverture et de protection. Les multinationales ont dès lors compris l'intérêt de développer un pôle juridique important et compétent. Plus on avance dans le libre-échange et plus le droit devient écrasant. Chaque acteur se défend avec ses propres armes : économiques pour les entreprises et leurs actionnaires, juridiques pour le législateur.

Depuis 2007, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) demande aux États-Unis d'inclure dans leurs négociations commerciales des engagements en matière de droit du travail. Pour la première fois, des dispositions imposeront aux signataires, et donc aux États-Uniens, de respecter un certain nombre de normes sociales. Écologistes comme partenaires sociaux restent dubitatifs. Malgré cela, Washington a assuré que le TPP pourrait réduire le trafic d'espèces menacées et la sur-pêche. De même, afin de pouvoir participer, les pays signataires devront proposer des salaires minimums et renforcer l'interdiction de certaines pratiques qui aboutissent à du travail forcé, comme la confiscation

des passeports et documents d'identité des travailleurs immigrés. On peut aussi citer l'exemple du Vietnam dont le gouvernement devra autoriser la création d'une nouvelle fédération syndicale. Et c'est là que l'opposabilité du partenariat est intéressante. Les États qui ne respecteront pas ces lois devront faire face aux conséquences devant un tribunal international ou une commission d'arbitrage qui aura la compétence pour sanctionner les manquements.

Ne rêvons cependant pas trop fort... En effet, c'est une motivation à la fois politique et sociale qui anime les pays développés. La simple perspective de se voir imposer des règles internationales freine l'adhésion de la Chine et renforce au contraire la place dominante du Japon et des États-Unis. Le Premier ministre japonais a affirmé dans ce sens que, devenir partenaire de Washington est aussi un moyen de participer à l'élaboration des normes de demain, afin qu'elles correspondent un maximum aux intérêts nippons.

Le Partenariat Trans-Pacifique, se voulant bien inscrit dans son époque, s'intéresse longuement aux questions liées aux nouvelles technologies et à Internet. Les États signataires ne seront désormais plus autorisés à entraver les flux de données trans-frontalières relatifs au commerce. Il est évident que les administrations ne s'échangeront pas leurs données sur leurs concitoyens excepté pour des raisons de sécurité nationale. Le libéralisme a pris un nouveau visage ces dernières années. Il n'est pas question de tout permettre, sans aucune surveillance ou aucune réglementation, bien au contraire. Une des principales dépenses pour une multinationale concerne aujourd'hui la sécurité juridique et la sécurité informatique. Plus on libéralise les échanges et plus on les surveille en ayant recours à des arguments plus ou moins probants.

Il n'est pas question pour un État de perdre son autorité, il s'agit plutôt de l'étendre sur des domaines qui lui échappent puisque non liés aux questions géographiques. Cette compétence s'accompagnera de droits (le droit de fiscaliser les revenus du net) et de devoirs (rechercher et condamner les pirates qui détruisent les systèmes informatiques des entreprises) dont les tribunaux internationaux contrôleront l'application.

Yvonne RICHTHOFEN

Ankara à Munich

La contestation radicale dans la rue allemande prônée par les Patriotes Européens contre l'Islamisation de l'Occident (Pegida) se retournera contre eux faute d'alternative politique.

Depuis un an était apparue sur les réseaux sociaux une contestation qui se manifestait à intervalles réguliers dans la rue à Dresde et autres lieux. Organisée par des citoyens ordinaires, un artisan-photographe, un décorateur, un patron de compagnie de sécurité, ces rassemblements ne se sont jamais structurés et aucun de ces hommes n'a la surface pour penser et diriger une forme d'action politique. Ce n'est pas leur but. Ils ne veulent pas rentrer dans le jeu institutionnel mais multiplier les actions spontanées sur le terrain notamment à l'encontre des centres d'hébergement des réfugiés ou des responsables comme l'autre jour celle qui n'était pas encore élue bourgmestre de Cologne. Pegida prône la désobéissance civile, terme qui rappelle la lutte engagée contre l'occupation de la Ruhr par la France en 1923.

Il serait trop facile de rattacher cette démarche à un énième néonazisme. Au contraire, dans leur culture (de l'ex-RDA), les animateurs caricaturent volontiers sous des traits nazis leurs adversaires, à commencer par Mme Merkel portraiturée dans l'uniforme brun de chef des S.A. (les sections d'assaut de Röhm, adjoint d'Hitler). Il y a même eu des parallèles entre le Coran et Mein Kampf. Bien que plus florissant à l'Est (Saxe-Anhalt et Thuringe), le mouvement ne s'explique pas uniquement par le passé communiste à l'inverse du parti d'ultragauche (Die Linke) et mord à l'Ouest (Ruhr). Même si le noyau initial se recrutait parmi des supporters de clubs de football et si une partie des manifestants les plus violents se veulent des hooligans contre salafistes, la majorité de l'assistance n'est pas faite de crânes rasés et blousons noirs mais de cheveux poivre et sel et costumes gris, des citoyens ordinaires d'âge moyen.

Le mouvement est numériquement limité mais entend donner le ton au débat en imposant ses thèmes par le recours à tous les excès et à la provocation permanente sans tabous. Il ne peut donc pas se transformer en un parti régulier ou se lier à un parti existant qu'il entraînerait ipso facto dans la marginalisation. Le petit parti

néonazi NPD a ainsi perdu ses voix en partie au profit de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) mais ce nouveau parti créé en 2013 sait bien qu'il serait également dangereux de sa part de paraître épouser trop les thèses xénophobes, les attaques ad hominem et les actions extra-légales de Pegida. Dès à présent l'AfD s'est divisé. Ceux qui parmi ses fondateurs l'avait conçue comme une contestation de la politique monétaire et économique de l'Europe (1) ont été sévèrement battus au congrès d'Essen en juillet dernier par un courant populiste. Une ménagère saxonne, Frauke Petry, a remplacé le professeur d'économie de Hambourg, Bernd Lucke. Mais celle-ci doit faire face à un courant « nouvelle droite » incarné par le responsable de l'AfD à Erfurt (Thuringe), Björn Höcke, partisan d'une alliance avec Pegida. Nous sommes désormais bien loin de l'euro. La querelle religieuse comme en France au début du XXe siècle a pris le pas sur la question sociale, sauf qu'en fait de religion c'est en réalité d'immigration qu'il s'agit.

L'Allemagne est à cet égard différente de tous ses voisins, ce qui explique qu'elle se plaigne d'être aujourd'hui isolée en Europe. En Allemagne, le centre a tenu bon. La Démocratie Chrétienne allemande (CDU) est la seule à avoir survécu à la chute du communisme parce qu'elle ne reposait pas d'abord sur l'anticommunisme mais sur la sauvegarde de l'identité nationale et du consensus social à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Aucun parti n'a jamais pu la contester à droite contrairement à la France, à l'Autriche, au Danemark voire la Suisse. Pour autant la CDU ne s'est pas droitisée, notamment après la chute du mur de Berlin en s'imposant à l'Est et a conservé son centre de gravité, à la différence des nouvelles démocraties postcommunistes de la Pologne à la Hongrie et à la Croatie.

Si ce centre devait être perdu ou déplacé, une correction de trajectoire s'effectuerait quasi automatiquement. Si un risque politique devait émerger à droite de la CDU, Mme Merkel serait poussée vers la sortie. C'est ce rôle de vigie que joue la CSU bavaroise. C'est de Munich que s'opèrent les rectifications nécessaires, Munich gardien des subtils équilibres issus de l'histoire qui ont fait jusqu'à ce jour la force du corps politique allemand. (2)

Yves LA MARCK

(1) *Royaliste* n° 1035, page 4, *Schluss mit diesem euro !*

(2) Et autrichien où ils aident à tenir en lisière l'extrême-droite (FPÖ).

NB « Ankara à Munich » : le titre fut populaire à la veille de la tentative de coup d'État de Ludendorff et Hitler à Munich le 9 novembre 1923 qu'on disait inspiré de la prise de pouvoir d'Atatürk à Ankara. Il retrouve aujourd'hui une nouvelle actualité tout aussi inattendue.

Brèves

Swaziland, le 29 octobre : Alors en visite en Inde, le roi a rappelé à l'ordre son Parlement et lui a intimé de stopper ses querelles internes et de continuer de travailler pour le bien de la nation. Souverain absolu, **Mswati III** avait été alerté de la suspension par le président du Parlement de trois députés, ce qui avait provoqué une vive agitation au sein de l'hémicycle.

Russie, le 3 novembre : « Nous ne prétendons pas à récupérer notre trône mais simplement à rentrer en Russie » a déclaré le grand-duc **Georges Romanov** lors d'une interview au journal espagnol *ABC*. Se félicitant que le gouvernement russe ait décidé de rouvrir l'enquête sur les restes de la famille impériale, il remet toutefois en cause leur authenticité. Ne souhaitant pas entrer en politique, il laisse toutefois aux Russes le soin de décider s'ils souhaitent la restauration de la monarchie.

Australie, le 5 novembre : Les monarchistes australiens ont exprimé leurs inquiétudes après la décision du Premier ministre **Malcolm Turnbull** d'abolir les titres de dames et chevaliers, accusant ce dernier de tenter de favoriser l'adoption de la République. Les tensions entre monarchistes et républicains sont montées d'un cran depuis la chute du Premier ministre Abbott.

Roumanie, le 6 novembre : Invitée et interrogée par la télévision nationale la princesse **Margarita** s'est déclarée prête à servir son pays. Pendant que des milliers de monarchistes manifestaient contre la corruption, son époux a ajouté que le pays était désormais prêt à accepter le retour de la monarchie tout en précisant que cela devait être un projet commun à tous, y compris la classe politique.

Frédéric de NATAL

La gauche russe, entre dynamisme et pragmatisme

Une certaine fièvre russophobe s'empare depuis plusieurs années des élites politico-médiatiques françaises. Dans cette surenchère organisée, tout ce qui touche à la Russie et au pouvoir de Vladimir Poutine est forcément mauvais et amalgamé, pêle-mêle et sans recul objectif devant l'information. Tout est mis dans le même panier de la russophobie « tendance ». Si bien même que tout esprit libre qui oserait défendre des points de vue favorables à la Russie ou tout simplement une certaine russophilie en France est automatiquement taxé par les Torquemada de la bienpensance de sympathie pour le pouvoir en place au Kremlin et, par syllogisme, d'accointances avec l'extrême-droite française.

Mal informée, manipulée par des médias proches de Bruxelles et défendant des positions atlantistes, l'opinion française voit chaque soir dans les journaux télévisés une présentation diabolique de la Russie, nécessairement affiliée à celle du maître du Kremlin.

La Russie n'est certes pas un État démocratique. « On peut caractériser la vie politique interne en Russie, au cours de la dernière décennie, de démocratie restreinte au sein de laquelle l'opposition ne peut exister que dans un espace strictement limité par l'administration du Président » (Aleksander Buzgalin, *Les forces politiques de gauche en Russie, Alternatives*, article traduit pour *Espaces Marx*, novembre 2012,).(1) De nombreux freins sont exercés par le pouvoir en place sur les forces politiques, syndicales et associatives qui le

contesteraient. Cependant, le pays est loin de ressembler aux États totalitaires moyen-orientaux ou encore à la Chine, si courtisés en Occident. Ce pays autoritaire contient toutefois des espaces de libertés, dans lesquels se battent, souvent avec courage, des forces alternatives au pouvoir en place.

Nous nous focaliserons ici sur l'étude des forces de gauche, cet exemple pouvant être transposé à d'autres forces politiques du pays. Ces forces expriment à des degrés divers sur la politique intérieure du pays des visions sensiblement différentes, voire hostiles à la ligne politique de Russie Unie, le parti présidentiel.

Les forces parlementaires

Russie Juste (RJ) (10 000 adhérents, 13 % des sièges à la Douma) défend une économie mixte avec prépondérance de l'État dans les domaines stratégiques et promeut une régulation étatique forte et un niveau élevé de redistribution et de garanties sociales. Il milite pour un système démocratique multipartite avec la défense de la liberté de parole et des autres valeurs démocratiques traditionnelles. RJ insiste sur le rôle de la société civile mais, en réalité, soutient les principales mesures et initiatives politiques de Poutine. Il comprend un cercle de députés très disparates (de l'ancien PCFR aux membres de l'ancien parti de Jirinovski et une grande diversité des membres. Souple et pragmatique, il se définit de gauche modéré et vote à la Douma parfois contre Poutine pour les questions économiques et sociales, mais le soutient sur les questions politiques et

géopolitiques. Sa principale base sociale est l'intelligentsia de la classe moyenne, une minorité des retraités et des salariés de l'État du milieu de l'échelle sociale. Son électorat est essentiellement urbain.

Le **Parti Communiste de la Fédération de Russie** (100 000 adhérents, 19 % des sièges à la Douma) reprend les positions économiques de RJ, tout en « musclant » leur application sur le terrain. Il insiste notamment pour une forte régulation de l'État, un niveau élevé de redistribution et de garanties sociales, et la nationalisation du « capital oligarchique ». Politiquement, ses principaux dirigeants apportent clairement leur soutien au modèle stalinien de l'URSS, mais mélangent les slogans so-



cialistes avec un fond de valeurs « patriotiques » russes traditionnelles, notamment celles de l'Église orthodoxe. Il vote systématiquement contre Poutine à la Douma sur les questions économiques et sociales, mais le soutient sur les questions de géopolitique. Sa principale base sociale est constituée des salariés de l'État du bas de l'échelle sociale, d'une partie de l'intelligentsia et d'une minorité importante de retraités. Son électorat est autant urbain que rural.

Les forces extra-parlementaires

Pour Aleksander Buzgalin, il existe différentes formes d'intégration très douce et contradictoire de groupes démocratiques libéraux anti-Poutine (Parti Iabloko, groupe Kasparov, ONG pour les droits humains). Certains fragments du parti social-démocrate de Gorbatchev sont d'autre part à RJ ce que les « frondeurs » sont au Parti socialiste en France. Il existe encore des groupes de gauche radicale (Front de gauche, courant Limonov...). Le principal objectif est

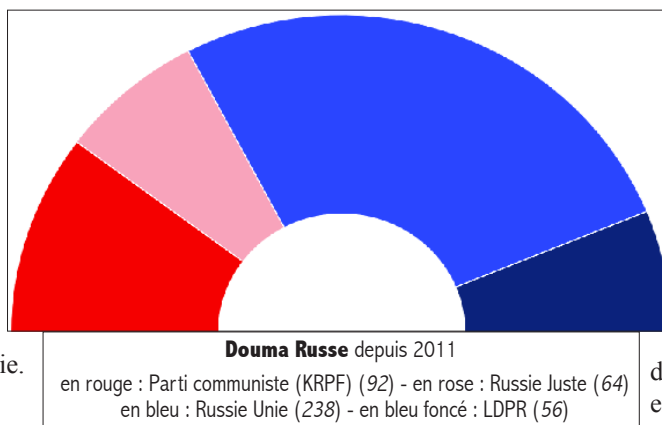
d'établir de véritables institutions démocratiques et, au minimum, des garanties pour l'activité de l'opposition. Dans cet objectif, ils utilisent comme principales formes d'action des meetings de protestation, des manifestations, des campagnes sur Internet. Un rôle relativement important est joué par le réseau de différentes ONG et de mouvements sociaux, associés au Forum social de Russie. Parmi les plus actifs, on trouve :

- de petits syndicats indépendants (enseignants, étudiants, contrôleurs aériens, travailleurs de l'assemblage automobile) ;
- le mouvement Éducation pour tous (réseau d'ONG et de mouvements contre la privatisation et la marchandisation de l'éducation) ;
- des réseaux de mouvements régionaux de défense des droits des citoyens (surtout dans les grandes villes industrielles) ;
- des réseaux écologiques ;
- des organisations pour les droits humains ;
- des réseaux d'intellectuels de gauche (*Alternatives*)...

Malgré leurs différents programmes, nous constatons que les forces politiques de la gauche russe effacent leurs oppositions internes face à une vision commune de la politique extérieure du pays.

Les notions de nation et de patriotisme sont intrinsèques à l'âme russe. (2) L'honneur, la défense et la fierté d'appartenir à un même pays et de répondre ensemble, en fédérant les citoyens, les ethnies et les religions, à un même projet de société prennent toujours le pas sur les débats internes. Ce fut le cas dans le passé ; cela l'est toujours aujourd'hui et le restera encore demain. Cette constante de l'âme russe est actuellement le nœud de cristallisation des incompréhensions de l'Occident vis-à-vis de Moscou. Les États-Unis et l'Union européenne dans leur sillage pensent que la politique extérieure de Moscou changera avec le remplacement des hommes et des idées au pouvoir. Ils s'opposent alors frontalement, sanctionnent, refusent tout compromis pragmatique...

Or, rien n'est moins vrai. Les Occidentaux se trompent lourdement, répétant l'incompréhension diplomatique et culturelle



du sac de Constantinople en 1204.

Si sur la politique étrangère du pays et ses ambitions géostratégiques, la gauche russe parle d'une seule voix, reprenant celle au pouvoir, il ne faut surtout pas y percevoir une soumission aveugle, car cette voix continuera, même lorsque le pouvoir aura changé à Moscou. Les hommes partent. Les idées demeurent. Tel est l'adage de l'âme russe depuis plus de trois cents ans. Mikhaïl Gorbatchev et son dernier porte-parole en politique étrangère, Andreï Gratchev, défendent par exemple aujourd'hui la politique extérieure de la Russie (Crimée, Donbass, Libye, Afghanistan...), alors qu'ils sont en désaccord complet avec Vladimir Poutine sur le plan intérieur. Ainsi, pour Fabrizio Poggi, « c'est connu qu'une partie de la gauche russe regarde les événements ukrainiens comme une *révolution démocratico-bourgeoise* et, par là-même, progressiste, tout en lui opposant un pouvoir russe qui, *pendant qu'il poursuit les intérêts de l'oligarchie financière, agresse l'Ukraine* : des faits, desquels découle le constat que *ce qui arrive dans le Donbass serait l'œuvre de la provocation russe pour s'accaparer le territoire*. À cette vision s'y oppose une autre qui, si elle ne nie pas l'interférence des intérêts monopolistes russes dans la crise, soutient pleinement la nouvelle formation sociale qui est en train de naître dans le Donbass et se range avec ses combattants » (Fabrizio Poggi, *La gauche russe qui soutient le Donbass*, Mediapart, 05 février 2015). (3)

Pourquoi l'élite politico-médiatique française s'entête-t-elle à parler d'affiliation idéologique aveugle des Russes au pouvoir dans le pays, tandis qu'elle s'évertuait à présenter en parallèle en France le soutien unanime de la classe politique rassemblée au gouvernement dans les grands moments de son Histoire (interventions au Mali et au Centrafrique, manifestations

de l'après-Charlie...) comme des moments de ferveur nationale ? N'y aurait-il pas une perception à géométrie variable d'événements de même nature ? Les réponses à ces questions sont à Washington et à Bruxelles et mettent en lumière l'inféodation de l'Union européenne, de la France et de leurs élites politico-médiatiques à un camp géopolitique partisan, celui de l'atlantisme. Elles traduisent aussi en parallèle la continuité du maintien d'une certaine indépendance nationale

de la gauche russe, dont devrait s'inspirer la gauche française pour ne pas laisser les vecteurs de la souveraineté nationale dans les seules mains de l'extrême droite.

David GAÜZERE

(1) <http://www.transform-network.net/fr/yearbook/revue-112012/news/detail/Journal/left-political-forces-in-russia.html>

(2) Je veux dire par là « le rapport particulier affectif qu'entretient collectivement, inconsciemment et durablement la population, toutes ethnies et religions confondues, avec son pays et son État. »

(3) <http://blogs.mediapart.fr/blog/segesta31756/050215/la-gauche-russe-qui-soutient-le-donbass-par-fabrizio-poggi>

David Gaüzere est docteur en géographie humaine et sociale, auteur d'une thèse sur la construction de l'État national au Kirghizstan.

Il fut chargé de cours en Relations Internationales à l'Université Nationale Kirghize de Bichkek.

Analyste-consultant sur l'Asie centrale, il observe attentivement l'évolution de la Russie et des formations politiques dans ce pays.

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01.42.97.42.57

Gramsci pour demain ?

Penseur marxiste hétérodoxe, héros de la résistance au fascisme, Antonio Gramsci (1891 - 1937) nous aide-t-il vraiment à comprendre l'échec de la gauche et les victoires de la droite ultra-libérale ? Peut-il inspirer à la « troisième gauche » une stratégie victorieuse ? Gaël Brustier en est persuadé.

L'Europe est sans rivages. Le retour de Gramsci s'est fait par le détour latino-américain, l'Argentin Ernesto Laclau ayant inspiré les dirigeants de Syriza et de Podemos. En France, Gaël Brustier étudie les forces politiques selon les concepts gramsciens, qu'il estime à la fois pertinents et novateurs. Il les présente dans un ouvrage bref, clair et indispensable si l'on veut comprendre comment s'esquisse une « troisième gauche ». (1)

Cette nouvelle gauche est postsocialiste dans la mesure où elle assume l'échec de la « première gauche » mitterrandienne et de la « deuxième gauche » incarnée par Michel Rocard, Jacques Delors et leurs pâles rejetons, animateurs plus ou moins habiles des campagnes de 2007 et 2012. Pour comprendre l'échec du Parti socialiste en France et des partis sociaux-démocrates en Europe, Gramsci offre un schéma explicatif très éloigné de la dogmatique marxiste. La stratégie de prise du pouvoir par le Parti révolutionnaire, avant-garde du prolétariat, méconnaît le facteur culturel. Pour prendre le pouvoir politique, il faut d'abord détenir dans une société donnée l'hégémonie culturelle, c'est-à-dire qu'il faut être capable de créer un ensemble de représentations (idées, images, symboles) dans lequel le peuple peut se reconnaître. Ces représentations collectives articulées au système économique créent un bloc historique dans lequel sont agrégés plusieurs groupes sociaux éclairés par des intellectuels organiques qui ont la charge d'expliquer le projet.

Selon l'analyse gramscienne, le Parti socialiste est à l'agonie parce qu'il n'est

plus « en situation d'hégémonie culturelle » comme l'a reconnu tardivement son dernier congrès. Cela tient à l'anti-intellectualisme des socialistes qui ne jurent que par la « communication », et à leur « choix de l'Europe » qui les a transformés en architecte d'une « construction » hostile à « l'Europe sociale » qu'ils annonçaient. Cela tient aussi à leur tropisme étatsunien : « Hillary Clinton les fait davantage rêver que Pablo Iglesias, le jeune chef de la gauche radicale espagnole » note Gaël Brustier. La droite reaganienne et thatchérienne a conquis l'hégémonie culturelle parce qu'elle a adopté un catéchisme idéologique repris par la droite française. De son côté, le Front national progresse parce qu'il prétend remédier aux souffrances provoquées par l'ultra-libéralisme et à l'abandon de la nation par les socialistes.



Gaël Brustier

Pour sortir de cette situation il faut être délibérément gramscien et reprendre la bataille culturelle, affirme Gaël Brustier qui évoque la démarche du pape François, proche de la « théologie du peuple » et attentif aux mouvements sociaux, ainsi que les succès rapides de Syriza, victorieux dans un premier temps et de Podemos qui représente une alternative crédible. Gaël Brustier n'ignore pas les obstacles qui se dressent sur la route de Pablo Iglesias et il écrit que « les difficultés du Premier ministre grec sont venues principalement d'une absence de prise en compte des réalités du processus de décision de l'UE, et d'un refus d'avancer l'hypothèse d'une sortie de la Grèce de l'euro. »

Les difficultés ? C'est peu dire ! Un chef de gouvernement anti-austéritaire qui se soumet à un plan d'austérité, c'est un homme qui capitule. Sa mauvaise évaluation des rapports de force n'est pas une excuse : Alexis Tsipras disposait d'une légitimité populaire attestée par le référendum du 5 juillet et il a pourtant décidé de ne pas utiliser son pouvoir légitime et d'ignorer le choix démocratique des électeurs pour préserver son hégémonie sur l'appareil d'État. L'attitude du Premier ministre grec conduit, au-delà des explications conjoncturelles, à poser une question de fond : à quoi bon la bataille pour l'hégémonie culturelle et la conquête de l'État si l'on ne comprend pas que l'enjeu véritablement politique est d'incarner la légitimité du pouvoir pour rétablir la souveraineté de la nation ? Il est vrai que la théorie gramscienne ne prédispose pas plus que le marxisme standard à comprendre le lien entre la légitimité et la souveraineté et les relations entre Pouvoir, État et Nation qui vont être durement mises à l'épreuve en Espagne par le nationalisme catalan.

Autre crainte, aiguësée par la capitulation de Syriza : dans leur ambition d'hégémonie culturelle, les héritiers de Gramsci ont jusqu'à présent négligé les conditions politiques de la réussite des programmes de lutte contre l'austérité. La destruction de la zone euro est l'une de ses conditions, la première car le carcan monétaire est l'instrument de la domination politique de l'Allemagne. Militer pour un réaménagement des rapports de force au sein de l'actuel système monétaire n'est pas plus pertinent que l'annonce, au siècle dernier, d'une Europe sociale au sein du Marché unique.

Enfin, j'attends avec impatience que Gaël Brustier nous donne une analyse gramscienne de la Révolution de 1789-1793, de la révolution d'Octobre et des révolutions accomplies par le général de Gaulle pendant la Seconde Guerre mondiale puis après son retour aux affaires en 1958. Cela nous permettrait de continuer un débat sur les stratégies politiques, indispensable en un de ces moments, évoqués par Gramsci, où l'ancien meurt tandis que le nouveau ne peut pas encore naître.

Bertrand RENOUVIN

(1) Gaël Brustier - **À demain Gramsci**, Le Poing sur la table, Cerf, oct. 2015, 72 pages, prix public : 5 €.

In memoriam René Girard

Saluer la mémoire de René Girard dans ce journal ne relève sûrement pas de l'exercice obligé à l'égard d'un grand nom de la pensée. L'auteur de *La Violence et le Sacré* a été présent dans la substance vive de notre réflexion, dès nos premières années. (1) Et il l'était aussi au titre de l'amitié, acceptant notre invitation dans nos murs, prolongeant éventuellement la conversation autour d'une table de restaurant. Il lui avait suffi de percevoir en nous des lecteurs attentifs, et même passionnés de ses livres. (2) L'époque était aux grandes interrogations consécutives à ce qu'on a appelé, depuis, l'effondrement des grands systèmes de sens. Oui, le marxisme s'effondrait et avec lui tout un univers de pensée, une *Weltanschauung* qui avait dominé, au moins sur le terrain universitaire, les trois décennies de l'après-guerre. Mais au profit de quoi cette rupture se produisait-elle ? Il ne suffisait pas d'affirmer que les problématiques du dix-neuvième siècle étaient désuètes. Y en aurait-il d'autres ? Et leur fécondité serait-elle manifeste ? Il y avait certes, à ce moment là, la grande vague structuraliste qui semblait déblayer le terrain. Mais que signifiait exactement cette mort de l'homme proclamée par Michel Foucault ? À cet instant critique, René Girard intervenait pour relancer toutes les questions essentielles et dans une direction complètement nouvelle. Non, « il est toujours question de l'homme et il en sera de plus en plus question dans les années qui viennent », mais un déplacement s'opérera à l'intérieur même des disciplines scientifiques pour interpréter les dimensions vraies de l'existence humaine.

Il y avait quelque chose de titanesque dans cette entreprise, mais l'homme qui la menait était en même temps d'une humilité totale. La culture moderne, depuis ce qu'on appelle révérencieusement les Lumières ne se distingue-t-elle pas par l'éloignement du religieux et même son exclusion ? Marx, Freud et Nietzsche n'appartenaient-ils pas à la même généalogie, en dépit de leur différence de points de vue, qui entend libérer définitivement de l'aliénation métaphysique ? Défiant, sans crainte aucune, les apologistes de la mort de Dieu, qu'il gratifiait par ailleurs d'une lecture dévastatrice, René Girard proposait de revenir aux religieux même, pour en redécouvrir l'étonnante potentialité herméneutique. Au commencement était la violence, et le sacré le moyen privilégié pour en protéger les groupes humains. Mais son ambiguïté est depuis toujours manifeste. Le sacré est à la fois bienfaisant et inquiétant. Inquiétant, parce qu'il recouvre une pratique meurtrière. Or, ce n'est que dans la Bible et dans le Nouveau Testament que l'ambiguïté se trouve dénouée notamment dans la passion du Christ, où il est patent que c'est l'innocent qui est crucifié sans jamais accepter le processus de lynchage dont il est l'objet. C'est l'illumination de l'Évangile dont l'anthropologue désigne la portée fondamentale à partir de deux versets de Saint Matthieu : « Vous avez appris qu'il a été dit : tu aimeras ton prochain et tu haïras ton ennemi. Eh bien moi je dis : aimez vos ennemis, priez pour vos persécuteurs, ainsi serez-vous fils de votre Père, qui est aux cieux car il fait lever son soleil sur les méchants et sur les bons, et tomber la pluie sur les justes et les injustes. » (Mt 5, 44-45).

René Girard nous a quittés au moment précis où nous sommes à même de recevoir de la façon la plus saisissante sa leçon sur la violence sacrificielle, celle qui ignore radicalement la révéla-

tion biblique, pour revenir à l'idée archaïque du Dieu vengeur. N'est-ce pas le retour le plus sauvage du religieux à ses origines violentes ? Ce Dieu là exige des sacrifices sanglants, et ses fidèles sont d'autant plus enclins à répondre à sa requête que ce sont les impies et les pervers qu'il s'agit d'abattre. Après tout, n'y a-t-il pas un juste châtiment qui correspond à la faute des infidèles et des pécheurs. Mais notre lecteur acéré des textes fait voler en éclats cette justification punitive. Le Dieu des victimes auquel s'identifie le Dieu biblique ne pourrait imposer sa volonté sans recourir à une violence plus violente que celle des méchants. Cela ne signifie nullement indifférence au mal. « Ce Dieu n'épargne rien pour secourir les victimes. Mais s'il ne peut pas contraindre les hommes, que peut-il faire ? Il cherchera d'abord à les persuader. Ils leur montrera qu'ils se vouent eux-mêmes aux scandales par leurs désirs qui s'entrecroisent et se contrecarrent à force de s'imiter. »



Car c'est l'exaspération de la mimésis c'est-à-dire de l'envie et de la jalousie, qui produit la violence jusqu'à son plus extrême emballement avec des phénomènes vertigineux de crise que l'action sacrée est chargée de résoudre. Il faut tenir tout le fil pour saisir l'ensemble et la cohérence de l'enquête anthropologique. Dans son superbe discours de réponse à René Girard, lors de la réception de celui-ci à l'Académie française, son ami Michel Serres lui reconnaissait le mérite d'avoir « inventé l'hypothèse la plus féconde du siècle. » C'est l'hypothèse de la victime émissaire et donc de la violence qui résulte des relations concurrentielles entre les hommes. Elle est susceptible de se prolonger, en fécondant de multiples disciplines, ne serait-ce que la psychologie ou la psychiatrie. René Girard se montrait prudent devant d'éventuels développements de son hypothèse. Je le revois encore, au moment de la publication *Des choses cachées depuis la fondation du monde* : « Attention, faire intervenir dans l'analyse l'idée qu'il pourrait y avoir un rival à l'origine de nos difficultés personnelles ce n'est pas sans risques... » C'était dit avec un sourire comme toujours. Celui que Michel Serres, encore, désignait comme le Darwin des sciences humaines ne se prenait pas pour un prophète, en dépit des accents prophétiques, voire eschatologiques de ses écrits.

La situation actuelle du monde nous inviterait plutôt à prendre très au sérieux ses avertissements. Au moment de l'effondrement du communisme, on prédisait la paix perpétuelle. Lui reprenait avec Benoît Chantre la lecture de Clausewitz, (3) en montrant que nous étions menacés d'un retour de la violence, avec une montée aux extrêmes que ne maîtriserait plus un pouvoir politique régulateur. N'est-ce pas l'occasion d'interpréter notre actualité insupportable, à l'aide de l'instrument qu'il nous a laissé ? En démystifiant le désir magnifié par la pensée des années soixante, il nous avait révélé ces potentialités redoutables. C'est aussi en ce sens qu'il domine notre temps et s'affirme comme une formidable précurseur.

Gérard LECLERC

(1) Articles parus dans *Royaliste* : <http://archivesroyalistes.org>

(2) Pour consulter l'ensemble de ses livres et de ses articles, *association Recherches Mimétiques* : http://www.rene-girard.fr/57_p_22337/rene-girard-bibliographie.html

(3) Il est indispensable aujourd'hui de relire *Achever Clausewitz* (2007).

En noir et en couleur

À première vue, traiter conjointement de l'exposition qui se tient à Versailles sur la mort du roi (1) et celle du Grand Palais consacrée à Élisabeth Vigée Le Brun (2) peut sembler étrange. Il s'agit pourtant à chaque fois d'images et de symboles et une claire compréhension des différences entre deux époques, d'une évolution météorique en moins de soixante-dix années.

Anniversaire oblige, il y avait peu de risque que ce tricentenaire de la mort de Louis XIV ne fit pas l'objet d'une manifestation particulière. C'est Versailles qui l'a fait. Parler de la mort et la montrer n'a rien de facile lorsque l'on veut éviter de sombrer dans le morbide et l'étalage. La gageure a été relevée avec succès par Béatrix Saule et Gérard Sabatier, ils ont su donner corps à leur sujet pourtant particulièrement délicat et pour tout dire guère attractif en dehors d'une mince cohorte d'amateurs du sujet. Les différentes salles de cette exposition suivent la chronologie, de l'agonie de l'homme en cette fin d'août 1715 à sa



mort le 1^{er} septembre et ses obsèques à la fin du mois d'octobre. Mort de l'homme Louis XIV et non du roi puisque *le roi ne meurt pas en France*, selon l'adage.

La difficulté est de montrer cet événement qui fait date de plusieurs points de vue. Celui que l'Europe appelait le Roi tout court marquera son époque et imprimera la marque de la France depuis lors, quel que soit le domaine, politique, intellectuel ou artistique. (3) Si cette disparition a quelque chose de particulier, elle a aussi bien des points communs avec celle de ses devanciers. La mort est un rite, le passage dans l'autre monde obéit à une procédure stricte

à laquelle nul ne saurait se dérober. Au fil des salles qui privilégient les documents d'époque, rien n'est épargné, jusqu'à, et y compris, l'ouverture du corps et la séparation en trois de l'être charnel du Roi-Soleil. Même lorsque l'on n'a pas, comme moi, un certain goût pour les rites et monuments funéraires, on trouvera intérêt à cette exposition.

Par ce que la scénographie mérite d'être vue. Il fallait un artiste pour mettre en scène la mise en scène de la personne royale. Dès l'entrée, on est fasciné par la reproduction du catafalque qui accueillit le corps du roi pendant six semaines précédant ses obsèques. Grandiose sans nulle grandiloquence, de la majesté simple et efficace, cette restitution, œuvre de Pier Luigi Pizzi est à ne pas manquer. La disposition des salles et des pièces est aussi de lui et l'on en vient à se demander s'il ne donne pas de la beauté à la mort ?

Élisabeth Vigée Le Brun en donne à la vie. Elle fut la portraitiste de ce premier « monde d'avant ». Tant de choses avaient changé durant le règne de Louis XV. À la fois les idées et les représentations, y compris celle de la royauté. On croirait qu'il y a beaucoup plus que ces petites décennies entre un Hyacinthe Rigaud peignant la famille royale et Madame Vigée Le Brun se livrant au même exercice. Il y a chez elle une lumière et une façon d'embellir ses modèles qui n'appartient qu'à deux autres spécialistes du genre, Franz Xaver Winterhalter au XIX^e et Kees van Dongen dans la première moitié du XX^e.

Dire que Madame Vigée Le Brun est moderne n'a rien d'une tarte à la crème, c'est une réalité. Dans une époque où seule la peinture permettait de rendre un visage connu, elle a apporté à cet art quelque chose de nouveau qui la fit rechercher par tous ceux qui comptaient dans l'Europe d'alors. Jusqu'à Versailles où la reine Marie-Antoinette s'enticha de cette artiste qui devint pour elle une amie. Les rapports entre les monarques et les Français avaient peu à voir avec ce qu'ils étaient ailleurs, aussi, à son arrivée à Saint-Petersbourg. Élisabeth, peu soucieuse du protocole guindé à l'allemande de la cour de Russie, fit une gaffe mémorable lors de sa réception par Catherine II. Cela aurait pu sonner le glas

de sa carrière de peintre émigrée mais il n'en fut rien et elle traversa quasi sans encombre ces vingt-cinq années de l'Europe troublée quasi sans dommages. Toutes les cours d'Europe l'ont faite travailler, ce qui laisse dans toutes les collections royales ou princières du continent, puis dans tous les musées des toiles qui ravissent au très littéral sens du terme.

Sa vie est longue (1755-1842), son œuvre imposante mais critiquée, notamment au XX^e siècle par Simone de Beauvoir qui avait précédemment, elle, l'art de se tromper. Là où



Autoportrait au Chapeau de paille

certains voient de la mièvrerie, d'autres y verront de la beauté, un art subtil de faire jouer la lumière sur un visage et une plastique. Nombreux sont les portraitistes, rares sont ceux qui donnent vie et naturel à leur modèles. Frappée par l'oubli, l'œuvre d'Élisabeth Vigée Le Brun est peu à peu revenue dans les mémoires et l'exposition du Grand Palais suffit à comprendre que l'époque du purgatoire de la portraitiste française est bel et bien terminée. De cette femme, réputée perfectionniste et assez désagréable, reste une marque dans l'art du portrait. Le choix de muséographie est, là aussi, à louer. Cette exposition n'est pas la simple juxtaposition de peintures, elle raconte une histoire de belle façon.

Tant que vous y êtes, allez-y voir les deux, la cohérence vous sautera aux yeux.

Pascal BEAUCHER

(1) Château de Versailles - **Le roi est mort**, 26 octobre 2015 - 21 février 2016, fermé le lundi.

(2) Grand Palais - Galeries nationales - **Élisabeth Louise Vigée Le Brun**, 23 septembre 2015 - 11 janvier 2016, fermé le mercredi.

(3) Joël Cornette - **La mort de Louis XIV - Apogée et crépuscule de la royauté**, coll. Les Journées qui ont fait la France, Gallimard, août 2015, prix public : 21 €.

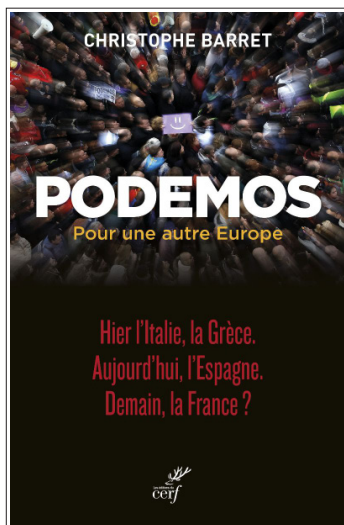


La paix ramenant l'abondance par Élisabeth Vigée Le Brun



Portrait de Mme de Montesson

Actualités de la Nouvelle Action royaliste



Hier l'Italie, la Grèce. Aujourd'hui l'Espagne. Demain, la France ? Après le M5S, après Syriza, c'est au tour de Podemos de porter la révolte et l'espérance des peuples d'Europe contre les élites technocratiques et financières de Bruxelles.

Quel est ce « populisme de gauche » que dénonce inlassablement « la caste » ? Quels sont ces mouvements qui dérangent les connivences politiciennes ? D'où viennent-ils ? Quelle est leur stratégie ? Forment-ils une alliance ?

Fruit d'une enquête de terrain inédite et intransigeante menée au cœur de Podemos, mais aussi de dialogues soutenus avec des dirigeants comme avec de simples militants, ce livre raconte l'essor de l'antilibéralisme à l'aune de tout un continent.

Mais c'est aussi un diagnostic sans concession sur l'hexagone : la faillite de la gauche fera-t-elle du Front national le vainqueur local de la reconfiguration générale ?

Un document choc pour savoir. Un essai tonique pour trancher.

Christophe BARRET - *Podemos - Pour une autre Europe*, Éd. du Cerf, nov./2015, 256 pages, prix public : 19 €.

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain. Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (15 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences. Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 2 décembre : **François VILLEMONTAIX**, directeur de recherches en écologie marine, est halieute spécialiste des populations de poissons pélagiques exploités. Il a longtemps vécu en Afrique, en Amérique latine et dans la Caraïbe, et a pu mesurer durant ses recherches l'effet de l'activité humaine sur ces écosystèmes marins.

La COP 21 qui se déroulera à Paris du 30 novembre au 11 décembre est l'occasion de faire le point sur le changement climatique : **quelle réalité, quel impact sur l'environnement, quelle part de responsabilité pour l'homme, quelles actions à entreprendre, quel futur envisager ?** Etroitement liées aux précédentes, les questions sur l'effondrement de la biodiversité restent aussi mal appréhendées, et des réponses aussi variées que contradictoires sont fournies par les médias. Il est important d'y voir clair, car de ces analyses dépendent les décisions politiques et économiques à prendre, leurs coûts et leurs priorités.

Le samedi 5 décembre à partir de 15 h
aura lieu la séance de signatures de **Christophe Barret**
pour son livre **Podemos**

dans nos locaux au 38 rue Sibuet 75012 Paris - M^o Bel Air, Picpus, Nation

La rédaction de *Royaliste* et les membres du Comité directeur de la NAR tiennent à remercier toutes les personnes françaises et étrangères, de par le monde, qui nous ont fait part de leur solidarité dans les moments tragiques que traverse notre pays.

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - boîte à lettres 13 - 38 rue Sibuet - 75012 Paris

Pensez à vous réabonner

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

Souscription 2015

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Grande braderie annuelle ! dans les locaux :

livres anciens
de 2 à 5 €

et livres récents
à moitié prix

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.L. 13
38, rue Sibuet - 75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Dir. de la publication délégué :
Pascal Beaucher

Rédacteur en chef :
A. P. Nicolas

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Faire face

Effroyables, les attentats du 13 novembre mettent les citoyens français à égalité. (1) Avant ce vendredi noir, nous pouvions penser que des militaires, des policiers, des diplomates, des écoles juives, des synagogues et diverses catégories de voyageurs étaient particulièrement visés. Nous savons maintenant que nous pouvons tous être tués ou blessés dans les attentats qui se préparent et qui risquent d'être encore plus meurtriers. Nous allons devoir vivre pendant des années une situation de guerre.

La guerre, certains parmi nous, jeunes ou vieux, n'en sont jamais tout à fait sortis. D'autres entrent dans l'épreuve quotidienne. Tous, ou presque, savent qu'elle implique un sens encore plus aigu des responsabilités. Nous avons, plus que jamais, à prendre soin de nos proches et de notre prochain - de la famille, des amis, du voisin, du passant... Dans les quartiers touchés, les Parisiens ont été exemplaires vendredi dernier.

Cela ne suffit pas. Nous devons mesurer nos propos et nos gestes afin de ne pas aggraver les menaces qui pèsent sur le peuple français. À cet égard, les journalistes et les militants politiques, quelles que soient l'audience de leur journal et la taille de leur organisation, ont la responsabilité de bien distinguer, pour eux-mêmes et pour ceux qui les écoutent, entre le débat démocratique qu'il faut maintenir et les propos qui incitent aux règlements de comptes ethniques et religieux. L'ennemi, c'est le « djihadisme », sa radicalité nihiliste. La stratégie de l'ennemi, c'est l'horreur d'attentats destinés à créer, sous l'effet de la peur, des groupes ethniques et religieux livrés à des vengeances réciproques. La lutte contre l'ennemi est d'abord politique : unité de la nation française, fraternité dans la nation française.

L'unité n'est pas l'unanimité. La fraternité n'est pas la sentimentalité naïve et fusionnelle. Des citoyens responsables peuvent exiger que le pouvoir politique réponde avec détermination et cohérence à la menace. Comme tant d'autres et sans souci des étiquettes, nous avons demandé et nous demandons la révision complète de notre politique de défense, de notre politique étrangère et de notre politique de sécurité publique.

Cette révision implique une augmentation importante des dépenses publiques, donc la fin des mesures d'austérité qui ont considérablement affaibli l'armée, la police et l'institution judiciaire.



Si le gouvernement français veut agir au Proche-Orient, il lui faut s'allier avec la Russie et l'Iran et coopérer avec le gouvernement syrien en vue d'une action diplomatique et militaire contre Daech et les autres « djihadistes ». Encore une fois, la nature des régimes n'a pas à être prise en considération.

Si le gouvernement français veut développer nos opérations militaires extérieures et en lancer de nouvelles dans les prochaines années, il doit créer les régiments et financer tous les armements nécessaires.

Si le gouvernement français veut assurer, autant que possible, la sécurité des Français, il lui faut augmenter le nombre de policiers, moderniser leurs équipements et définir une nouvelle doctrine d'emploi des forces. À Calais, il y a sept compagnies de CRS en permanence et dix escadrons de gendarmerie pour assumer une situation qui ne cesse d'empirer...

Si le gouvernement veut assurer, autant que possible, la sécurité des Français, il lui faut tarir les sources de financement extrémistes - ce qui suppose qu'il écoute ses services de renseignement. Il lui faut aussi réaliser de toute urgence, les investissements indispensables. À la différence des aéroports de Moscou, d'Istanbul et d'autres capitales sensibles, Roissy et Orly n'ont pas de portiques à l'entrée des aérogares.

Les chaînes de télévision doivent elles aussi prendre conscience de leurs responsabilités. Les opérations terroristes sont coproduites par les médias qui leur donnent une portée mondiale dans une surenchère d'indignation et de compassion. Les chaînes de service public doivent se conformer à leur mission, qui est d'informer. Les chaînes privées doivent être sanctionnées lorsqu'elles mettent en danger la vie d'autrui.

Le discours prononcé par François Hollande le 16 novembre esquisse des inflexions. Gardons l'espoir d'un changement d'orientations.

Bertrand RENOUVIN

(1) Je n'oublie pas les résidents étrangers en France et les amis de la France à l'étranger. Parmi eux, des amis de Royaliste qui nous ont dit immédiatement leur inquiétude et leur amour de la France.